

RCS : ST BRIEUC

Code greffe : 2202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST BRIEUC atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1977 B 00024

Numéro SIREN : 309 410 025

Nom ou dénomination : PLEDIS

Ce dépôt a été enregistré le 23/03/2022 sous le numéro de dépôt 2030

PLEDIS

Société par actions simplifiée
au capital de 47 124 euros

Siège social : Zone d'activités commerciale du Plateau,
22190 PLERIN
309 410 025 RCS SAINT-BRIEUC

BILAN

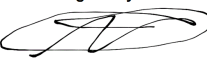
COMPTE DE RESULTATS

ANNEXE

DE L'EXERCICE CLOS

LE 31 JANVIER 2021

Certifiés conformes
Le Président

DocuSigned by:

54274FF35085417...

Bilan Actif

		31/01/2021			31/01/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	211 880	194 835	17 044	17 570
	Fonds commercial (1)	1 120 187		1 120 187	1 120 187
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	390 865	86 256	304 609	315 073
	Constructions	13 078 957	10 314 210	2 764 748	3 060 756
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 155 588	1 888 900	1 266 689	1 425 690
	Autres immobilisations corporelles	1 257 384	977 716	279 669	319 938
	Immobilisations en cours	110 998		110 998	42 249
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	5 705 693		5 705 693	5 705 693
	Créances rattachées à des participations	819 983		819 983	798 785
	Autres titres immobilisés	1 096 092		1 096 092	1 087 830
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	681 368		681 368	677 764
TOTAL (II)		27 628 994	13 461 916	14 167 078	14 571 534
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	219 594		219 594	63 361
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	5 516 575	114 871	5 401 704	5 803 299
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	379 889	9 232	370 657	349 524
	Autres créances	2 603 503	1 429	2 602 074	2 851 231
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 490 433		2 490 433	1 889 305
	DISPONIBILITES	6 486 954		6 486 954	4 485 309
	Charges constatées d'avance	184 341		184 341	209 194
	TOTAL (III)	17 881 289	125 532	17 755 757	15 651 223
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		45 510 283	13 587 448	31 922 835	30 222 757

(1) dont droit au bail

170 000

170 000

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

1 501 350

1 476 548

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/01/2021	31/01/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	47 124	47 124
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	495 078	495 078
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 713	4 713
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	11 120 883	10 377 971
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	2 477 544	2 142 912
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	264 369	268 289
	Total des capitaux propres	14 409 712	13 336 087
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	120 561	129 561
	Total des provisions	120 561	129 561
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 774 945	7 509 089
	Emprunts et dettes financières divers	203 962	33 224
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 566	12 507
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 716 710	5 600 830
	Dettes fiscales et sociales	2 489 481	2 794 875
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 817	3 129
	Autres dettes	3 187 081	803 454
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	17 392 562	16 757 109
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	31 922 835	30 222 757
Total du bilan en centimes		31 922 835,06	30 222 756,89
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		11 526 594	10 283 969
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Etats financiers au 31/01/2021

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat

1/2

				31/01/2021	31/01/2020
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	77 092 234		77 092 234	94 325 262
	Production vendue (Biens)	26 489		26 489	25 101
	Production vendue (Services et Travaux)	1 488 111		1 488 111	1 190 023
	Montant net du chiffre d'affaires	78 606 834		78 606 834	95 540 386
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			90 681	26 078
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			159 328	143 251
	Autres produits			155 443	20 369
	Total des produits d'exploitation (1)			79 012 286	95 730 084
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			55 185 134	72 003 308
	Variation de stock			436 454	330 302
	Achats de matières et autres approvisionnements			282 324	311 800
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			8 703 940	8 734 800
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 031 810	1 073 886
	Salaires et traitements			7 425 237	6 897 209
	Charges sociales du personnel			2 138 090	2 128 316
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			1 093 238	975 027
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			125 532	150 328
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			14 174	22 946
	Total des charges d'exploitation (2)			76 435 932	92 627 922
RESULTAT D'EXPLOITATION				2 576 354	3 102 162

Compte de Résultat

2/2

		31/01/2021	31/01/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 576 354	3 102 162
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	811 485	408 161
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 362	8 136
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		814 846	416 297
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	60 083	64 657
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	268	479
Total des charges financières		60 352	65 136
RESULTAT FINANCIER		754 495	351 161
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		3 330 849	3 453 323
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	143	24 720
	Sur opérations en capital	73 175	29 137
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	58 908	33 756
	Total des produits exceptionnels	132 226	87 614
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 155	34 671
	Sur opérations en capital	141 059	129 737
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	54 988	73 090
	Total des charges exceptionnelles	197 202	237 498
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(64 976)	(149 884)
PARTICIPATION DES SALAIRES		234 654	355 493
IMPOTS SUR LES BENEFICES		553 675	805 034
TOTAL DES PRODUITS		79 959 359	96 233 995
TOTAL DES CHARGES		77 481 814	94 091 083
RESULTAT DE L'EXERCICE		2 477 544	2 142 912
Résultat de l'exercice en centimes		2 477 544,46	2 142 911,72
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		780 281	
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		3 491	1 725

Etats financiers au 31/01/2021

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2020 (PCG 2020).

Le PCG 2020 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode - Autres informations

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LOGICIELS

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

FONDS DE COMMERCE

En application des dispositions du règlement ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2015-06 sur les actifs incorporels, des tests de dépréciation ont été menés afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds de commerce : aucune dépréciation n'a été détectée sur les valeurs de ces fonds de commerce en raison du fait que leurs valeurs actuelles sont supérieures à leurs valeurs nettes comptables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles entrées au cours de l'exercice ont été traitées en respectant la réglementation.

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations entrées :

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Règles et Méthodes Comptables

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
 - > Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Règles et Méthodes Comptables

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

CREDIT-BAIL

Les caractéristiques des contrats (biens loués : véhicules) sont mentionnées dans l'état des engagements de crédit-bail joint en annexe.

AUTRES POSTES DU BILAN

- Cpt 231000 Immobilisations en cours : 110 997.52 euros

Concerne les travaux suivants liés à la rénovation énergétique, le photovoltaïque et le quai sec :

AGCE MESRE Quai sec	2 000.00
IMOBAT QUAI RS	9 000.00
APAVE Quai Sec SPS Coordination 1/2	600.00
SOLARA 60% INGENIERIE PHOTOVOL	40 668.00
CETEN Demarrage Mission Quai	450.00
ENGIE AXIMA ACOMPTE 30%	15 600.00
CSA DERFI DE2010004 Sit1	22 660.69
SOLARA 6% INGENIERIE PHOTOVOL	3 953.83
MD2I GTC Sit N1	15 540.00
SSI ARMOR Coord.Concept.Realisa	525.00

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord particulier ou non n'a été signé par l'entreprise et il n'existe pas d'engagements pris au profit des seuls dirigeants.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements sont évalués à 726 535 euros à la clôture de l'exercice.

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 9 273 euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 9 100 euros pour le solde à facturer).

Le solde des honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 31/01/2021 a été provisionné à hauteur de 5 675 euros (un acompte de 3 784€ étant déjà facturé).

INTEGRATION FISCALE

Les résultats de la SAS PLEDIS sont intégrés fiscalement dans les résultats de sa mère :

- La SAS ALNATH

La SAS ALNATH est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI) intégrant les filiales SAS PLEDIS et SCI DES OISEAUX.

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

La SAS ALNATH établit également des comptes consolidés, en tant que société mère consolidante, pour son compte et celui de ses filiales, la SAS PLEDIS et la SCI DES OISEAUX.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Autres informations de l'annexe

COVID19

En date du 30 Janvier 2020, l'OMS déclare une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) après avoir confirmé, le 22 Janvier 2020, la transmission interhumaine du virus Covid-19.

Le 11 Mars 2020, l'OMS estime que la Covid-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale.

Le 16 Mars 2020, le Gouvernement instaure un confinement général à compter du 17 Mars 2020 jusqu'au 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré sur l'ensemble du territoire national le 24 Mars 2020 avec la publication de la loi du 23 Mars 2020 pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Il a été prolongé jusqu'au 10 Juillet 2020 par la loi du 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré à nouveau par la loi du 14 Octobre 2020 et prolongé jusqu'au 16 Février 2021 inclus par la loi du 15 Novembre 2020.

En date du 29 Octobre 2020, le Gouvernement a annoncé la mise en place d'un second confinement jusqu'au 27 Novembre 2020 inclus. Contrairement au premier confinement, cette fois les rayons dits "non essentiels" ont également dû être fermés pendant cette période.

Cet état d'urgence a encore une fois été prolongé jusqu'au 1er Juin 2021.

Les conséquences de cette pandémie ont impacté les comptes de l'exercice clos le 31 Janvier 2021 de la manière suivante :

- . les chiffres d'affaires de certains rayons dits "traditionnels" (boulangerie, charcuterie, etc...) sont en sensible diminution
- . une augmentation des frais de personnel avec notamment le versement d'une Prime Exceptionnelle de Pouvoir d'Achat (PEPA) au cours de l'exercice
- . une augmentation des charges d'exploitation à caractère exceptionnel dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...)

PROVISION CVAE

La contribution sur la valeur ajoutée de l'exercice a été provisionnée en totalité au 31 janvier 2021. Sur l'exercice précédent, seule une provision de 1/12ème de la contribution 2020 avait été provisionnée.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

COVID19

La prolongation de l'état d'urgence va donc probablement affecter les résultats de l'exercice en cours ayant ouvert le 1er Février 2021, de la manière suivante :

- impact modéré sur le chiffre d'affaires
- impact modéré sur les charges d'exploitation à caractère exceptionnel dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...)
- à noter que dès le 1er février 2021, l'entreprise a été frappée pour certains de ses concepts (présents dans la galerie marchande) par l'interdiction d'ouverture des centres commerciaux de plus de 20 000M2.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

- **Emprunt de 1 150 000 Euros** auprès de la BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL :
Taux d'intérêt : 0.781% - dernière échéance le 30/11/2022
Nantissement du fonds de commerce
Situation à la clôture de l'exercice : **328 571.40 Euros**

- **Emprunt de 1 000 000 Euros** auprès de la BANQUE POSTALE
Taux fixe à 0.25% - dernière échéance le 15/11/2022
Nantissement du fonds de commerce
Situation à la clôture de l'exercice : **368 118.58 Euros**

- **Emprunt de 5 000 000 Euros** auprès de EDEL
Taux fixe à 1.12% - dernière échéance le 15/07/2032
Nantissement des 21 999 parts sociales de la SCI DES OISEAUX appartenant à la SAS PLEDIS à hauteur de 5 000 000€
Nantissement du fonds de commerce à hauteur de 5 000 000€
Situation à la clôture de l'exercice : **4 225 822.48 Euros**

- **Emprunt de 600 000 Euros** auprès du CREDIT AGRICOLE
Taux d'intérêt variable - dernière échéance le 05/06/2025
Nantissement du fonds de commerce
Situation à la clôture de l'exercice : **386 676.70 Euros**

- **Emprunt de 1 000 000 Euros** auprès de ARKEA
Taux variable EURIBOR 3M - dernière échéance le 28/02/2026
Garanties : NEANT
Situation à la clôture de l'exercice : **750 983.31 Euros**

- **Emprunt de 500 000 Euros** auprès de la CAISSE D'EPARGNE
Taux fixe à 0.23% - dernière échéance le 05/01/2025

Engagements hors bilan

Garanties : NEANT

Situation à la clôture de l'exercice : **400 459.45 Euros**

- **Emprunt de 300 000 Euros** auprès de EDEL
Taux fixe à 0.30% - dernière échéance le 15/11/2024
Garanties : NEANT
Situation à la clôture de l'exercice : **287 571.73 Euros**

- **Ouverture de crédit de 1 250 000 Euros** auprès du CREDIT AGRICOLE :
Durée 48 mois à compter du 14/09/2020 jusqu'au 01/09/2024
Nantissement du fonds de commerce

- **Ouverture de crédit de 700 000 Euros** auprès de ARKEA
Pas de garanties

- **Ouverture de crédit de 210 000 Euros** auprès de la BANQUE POPULAIRE
Pas de garanties

Crédit-Bail

					31/01/2021
		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres
VALEUR D'ORIGINE					152 955
					152 955
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs				27 457
	Dotation exercice				30 591
	TOTAL				58 048
					58 048
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				28 438
	Redevances Exercice				30 238
	TOTAL				58 676
					58 676
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				30 238
	entre 1 et 5 ans				32 037
	à plus de 5 ans				
	TOTAL				62 275
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus				
	entre 1 et 5 ans				60 200
	à plus de 5 ans				
	TOTAL				60 200
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE					

--

Capital social

	31/01/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	3 080,00	15,3000	47 124,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	3 080,00	15,3000	47 124,00

Effectif moyen

		31/01/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		20	
	Professions intermédiaires		14	
	Employés		232	
	Ouvriers		29	
	TOTAL		296	

--

Filiales et participations

31/01/2021		Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés 1. Filiales (Plus de 50 %) SCI DES OISEAUX <						

PLEDIS

Société par actions simplifiée
au capital de 47 124 euros
Siège social : Zone d'activités commerciale du Plateau,
22190 PLERIN
309 410 025 RCS SAINT-BRIEUC

**PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 11 JUIN 2021**

- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT -

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 janvier 2021 s'élevant à 2 477 544 euros de la manière suivante :

<u>Bénéfice de l'exercice</u> :	2.477.544 euros
Augmenté du prélèvement sur le poste « autres réserves » pour :	522.456 euros
Total à affecter :	3.000.000 d'euros
<u>Affectation</u> :	
A titre de dividendes aux associés à hauteur de <i>Soit un dividende de 974,02 euros par action</i>	3.000.000 d'euros
<u>Total affecté</u> :	3.000.000 d'euros

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèvent à un montant de 11.409.712 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que :

- Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions du nouvel article 200 A, 1-A-1° du Code Général des Impôts, les dividendes présentement distribués seront assujettis, pour les personnes physiques, au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8%, lequel est non libératoire et sera payé par la Société au plus tard le 15 du mois suivant le paiement de la distribution.

- Les contributions et prélèvements sociaux dus au titre de cette distribution font l'objet d'un paiement à la source en application des dispositions de l'article L.136-7 du Code de la sécurité sociale. Le paiement à la source sera versé par la Société concomitamment au paiement du PFU de 12,8% décrit ci-dessus.

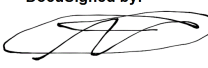
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende par action	Revenus distribués éligibles à l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
31/01/2018	616,88 Euros	1.233,77 Euros	1.898.766,23 Euros
31/01/2019	584,42 Euros	1.168,84 Euros	1.798.831,16 Euros
31/01/2020	454,55 euros	909,10 Euros	1.399.090,90 Euros

- ADOPTION -

Cette affectation a été adoptée par l'assemblée générale en date du 11 juin 2021.

Certifiée conforme
Le Président

DocuSigned by:

54274FF35085417...



**CABINET
PICAUVET - LE DAIN**

**SOCIETE
D'EXPERTISE
COMPTABLE ET DE
COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

15 rue Eric Tabarly
29300 Quimperlé

Tél. 02 98 39 07 50

SAS PLEDIS

Siège social : Zac du Plateau
22190 PLERIN

RCS SAINT BRIEUC 309 410 025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2021

SAS PLEDIS

Siège social : Zac du Plateau
22190 PLERIN
RCS SAINT BRIEUC 309 410 025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2021

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PLEDIS relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/02/2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE » de l'annexe des comptes annuels concernant les impacts de la crise sanitaire de Covid-19 dans les comptes de votre société au 31/01/2021.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de votre société.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies

significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Quimperlé, le 27 mai 2021

Le commissaire aux comptes
CABINET PICAUVET LE DAIN

Nathalie LE GALL



COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/01/2021

Bilan Actif

		31/01/2021			31/01/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	211 880	194 835	17 044	17 570
	Fonds commercial (1)	1 120 187		1 120 187	1 120 187
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	390 865	86 256	304 609	315 073
	Constructions	13 078 957	10 314 210	2 764 748	3 060 756
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 155 588	1 888 900	1 266 689	1 425 690
	Autres immobilisations corporelles	1 257 384	977 716	279 669	319 938
	Immobilisations en cours	110 998		110 998	42 249
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	5 705 693		5 705 693	5 705 693
	Créances rattachées à des participations	819 983		819 983	798 785
	Autres titres immobilisés	1 096 092		1 096 092	1 087 830
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	681 368		681 368	677 764
TOTAL (II)		27 628 994	13 461 916	14 167 078	14 571 534
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	219 594		219 594	63 361
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	5 516 575	114 871	5 401 704	5 803 299
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	379 889	9 232	370 657	349 524
	Autres créances	2 603 503	1 429	2 602 074	2 851 231
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 490 433		2 490 433	1 889 305
	DISPONIBILITES	6 486 954		6 486 954	4 485 309
	Charges constatées d'avance	184 341		184 341	209 194
	TOTAL (III)	17 881 289	125 532	17 755 757	15 651 223
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		45 510 283	13 587 448	31 922 835	30 222 757

(1) dont droit au bail

170 000

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

1 501 350

(3) dont créances à plus d'un an

PICAVET - 170 000
COMMISSAIRES
AUX
COMPTES
QUIMPERLE

Bilan Passif

		31/01/2021	31/01/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	47 124	47 124
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	495 078	495 078
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 713	4 713
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	11 120 883	10 377 971
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	2 477 544	2 142 912
Autres fonds propres	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	264 369	268 289
	Total des capitaux propres	14 409 712	13 336 087
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	120 561	129 561
	Total des provisions	120 561	129 561
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 774 945	7 509 089
	Emprunts et dettes financières divers	203 962	33 224
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 566	12 507
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 716 710	5 600 830
	Dettes fiscales et sociales	2 489 481	2 794 875
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 817	3 129
	Autres dettes	3 187 081	803 454
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	17 392 562	16 757 109
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	31 922 835	30 222 757
Total du bilan en centimes		31 922 835,06	30 222 756,89
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		11 526 594	10 283 969
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

1/2

		31/01/2021		31/01/2020
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	77 092 234		77 092 234
	Production vendue (Biens)	26 489		26 489
	Production vendue (Services et Travaux)	1 488 111		1 488 111
	Montant net du chiffre d'affaires	78 606 834		78 606 834
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation		90 681	26 078
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		159 328	143 251
	Autres produits		155 443	20 369
	Total des produits d'exploitation (1)		79 012 286	95 730 084
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		55 185 134	72 003 308
	Variation de stock		436 454	330 302
	Achats de matières et autres approvisionnements		282 324	311 800
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes		8 703 940	8 734 800
	Impôts, taxes et versements assimilés		1 031 810	1 073 886
	Salaires et traitements		7 425 237	6 897 209
	Charges sociales du personnel		2 138 090	2 128 316
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations		1 093 238	975 027
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations		125 532	150 328
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			
	Autres charges		14 174	22 946
	Total des charges d'exploitation (2)		76 435 932	92 627 922
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 576 354	3 102 162

Compte de Résultat

2/2

		31/01/2021	31/01/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 576 354	3 102 162
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	811 485	408 161
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 362	8 136
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		814 846	416 297
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	60 083	64 657
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	268	479
Total des charges financières		60 352	65 136
RESULTAT FINANCIER		754 495	351 161
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		3 330 849	3 453 323
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	143	24 720
	Sur opérations en capital	73 175	29 137
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	58 908	33 756
	Total des produits exceptionnels	132 226	87 614
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 155	34 671
	Sur opérations en capital	141 059	129 737
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	54 988	73 090
	Total des charges exceptionnelles	197 202	237 498
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(64 976)	(149 884)
PARTICIPATION DES SALAIRES		234 654	355 493
IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES		553 675	805 034
TOTAL DES PRODUITS		79 959 359	96 233 995
TOTAL DES CHARGES		77 481 814	94 091 083
RESULTAT DE L'EXERCICE		2 477 544	2 142 912
Résultat de l'exercice en centimes		2 477 544,46	2 142 911,72
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		780 281	
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		3 491	

Etats financiers au 31/01/2021

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2020 (PCG 2020).

Le PCG 2020 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode - Autres informations

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LOGICIELS

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

FONDS DE COMMERCE

En application des dispositions du règlement ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2015-06 sur les actifs incorporels, des tests de dépréciation ont été menés afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds de commerce : aucune dépréciation n'a été détectée sur les valeurs de ces fonds de commerce en raison du fait que leurs valeurs actuelles sont supérieures à leurs valeurs nettes comptables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles entrées au cours de l'exercice ont été traitées en respectant la réglementation.

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations entrées :

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Règles et Méthodes Comptables

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
 - > Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Règles et Méthodes Comptables

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

CREDIT-BAIL

Les caractéristiques des contrats (biens loués : véhicules) sont mentionnées dans l'état des engagements de crédit-bail joint en annexe.

AUTRES POSTES DU BILAN

- Cpt 231000 Immobilisations en cours : 110 997.52 euros

Concerne les travaux suivants liés à la rénovation énergétique, le photovoltaïque et le quai sec :

AGCE MESRE Quai sec	2 000.00
IMOBAT QUAI RS	9 000.00
APAVE Quai Sec SPS Coordination 1/2	600.00
SOLARA 60% INGENIERIE PHOTOVOL	40 668.00
CETEN Demarrage Mission Quai	450.00
ENGIE AXIMA ACOMPTE 30%	15 600.00
CSA DERFI DE2010004 Sit1	22 660.69
SOLARA 6% INGENIERIE PHOTOVOL	3 953.83
MD2I GTC Sit N1	15 540.00
SSI ARMOR Coord.Concept.Realisa	525.00

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord particulier ou non n'a été signé par l'entreprise et il n'existe pas d'engagements pris au profit des seuls dirigeants.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements sont évalués à 726 535 euros à la clôture de l'exercice.

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 9 273 euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 9 100 euros pour le solde à facturer).

Le solde des honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 31/01/2021 a été provisionné à hauteur de 5 675 euros (un acompte de 3 784€ étant déjà facturé).

INTEGRATION FISCALE

Les résultats de la SAS PLEDIS sont intégrés fiscalement dans les résultats de sa mère :

- La SAS ALNATH

La SAS ALNATH est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI) intégrant les filiales SAS PLEDIS et SCI DES OISEAUX.

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

La SAS ALNATH établit également des comptes consolidés, en tant que société mère consolidante, pour son compte et celui de ses filiales, la SAS PLEDIS et la SCI DES OISEAUX.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Autres informations de l'annexe

COVID19

En date du 30 Janvier 2020, l'OMS déclare une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) après avoir confirmé, le 22 Janvier 2020, la transmission interhumaine du virus Covid-19.

Le 11 Mars 2020, l'OMS estime que la Covid-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale.

Le 16 Mars 2020, le Gouvernement instaure un confinement général à compter du 17 Mars 2020 jusqu'au 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré sur l'ensemble du territoire national le 24 Mars 2020 avec la publication de la loi du 23 Mars 2020 pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Il a été prolongé jusqu'au 10 Juillet 2020 par la loi du 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré à nouveau par la loi du 14 Octobre 2020 et prolongé jusqu'au 16 Février 2021 inclus par la loi du 15 Novembre 2020.

En date du 29 Octobre 2020, le Gouvernement a annoncé la mise en place d'un second confinement jusqu'au 27 Novembre 2020 inclus. Contrairement au premier confinement, cette fois les rayons dits "non essentiels" ont également dû être fermés pendant cette période.

Cet état d'urgence a encore une fois été prolongé jusqu'au 1er Juin 2021.

Les conséquences de cette pandémie ont impacté les comptes de l'exercice clos le 31 Janvier 2021 de la manière suivante :

- . les chiffres d'affaires de certains rayons dits "traditionnels" (boulangerie, charcuterie, etc...) sont en sensible diminution
- . une augmentation des frais de personnel avec notamment le versement d'une Prime Exceptionnelle de Pouvoir d'Achat (PEPA) au cours de l'exercice
- . une augmentation des charges d'exploitation à caractère exceptionnel dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...)

PROVISION CVAE

La contribution sur la valeur ajoutée de l'exercice a été provisionnée en totalité au 31 janvier 2021. Sur l'exercice précédent, seule une provision de 1/12ème de la contribution 2020 avait été provisionnée.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

COVID19

La prolongation de l'état d'urgence va donc probablement affecter les résultats de l'exercice en cours ayant ouvert le 1er Février 2021, de la manière suivante :

- impact modéré sur le chiffre d'affaires
- impact modéré sur les charges d'exploitation à caractère exceptionnel dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...)
- à noter que dès le 1er février 2021, l'entreprise a été frappée pour certains de ses concepts (présents dans la galerie marchande) par l'interdiction d'ouverture des centres commerciaux de plus de 20 000M2.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

- **Emprunt de 1 150 000 Euros** auprès de la BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL :
Taux d'intérêt : 0.781% - dernière échéance le 30/11/2022
Nantissement du fonds de commerce
Situation à la clôture de l'exercice : **328 571.40 Euros**

- **Emprunt de 1 000 000 Euros** auprès de la BANQUE POSTALE
Taux fixe à 0.25% - dernière échéance le 15/11/2022
Nantissement du fonds de commerce
Situation à la clôture de l'exercice : **368 118.58 Euros**

- **Emprunt de 5 000 000 Euros** auprès de EDEL
Taux fixe à 1.12% - dernière échéance le 15/07/2032
Nantissement des 21 999 parts sociales de la SCI DES OISEAUX appartenant à la SAS PLEDIS à hauteur de 5 000 000€
Nantissement du fonds de commerce à hauteur de 5 000 000€
Situation à la clôture de l'exercice : **4 225 822.48 Euros**

- **Emprunt de 600 000 Euros** auprès du CREDIT AGRICOLE
Taux d'intérêt variable - dernière échéance le 05/06/2025
Nantissement du fonds de commerce
Situation à la clôture de l'exercice : **386 676.70 Euros**

- **Emprunt de 1 000 000 Euros** auprès de ARKEA
Taux variable EURIBOR 3M - dernière échéance le 28/02/2026
Garanties : NEANT
Situation à la clôture de l'exercice : **750 983.31 Euros**

- **Emprunt de 500 000 Euros** auprès de la CAISSE D'EPARGNE
Taux fixe à 0.23% - dernière échéance le 05/01/2025

Engagements hors bilan

Garanties : NEANT

Situation à la clôture de l'exercice : **400 459.45 Euros**

- **Emprunt de 300 000 Euros** auprès de EDEL
Taux fixe à 0.30% - dernière échéance le 15/11/2024
Garanties : NEANT
Situation à la clôture de l'exercice : **287 571.73 Euros**

- **Ouverture de crédit de 1 250 000 Euros** auprès du CREDIT AGRICOLE :
Durée 48 mois à compter du 14/09/2020 jusqu'au 01/09/2024
Nantissement du fonds de commerce

- **Ouverture de crédit de 700 000 Euros** auprès de ARKEA
Pas de garanties

- **Ouverture de crédit de 210 000 Euros** auprès de la BANQUE POPULAIRE
Pas de garanties

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/01/2021
VALEUR D'ORIGINE					152 955	152 955
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs				27 457	27 457
	Dotation exercice				30 591	30 591
	TOTAL				58 048	58 048
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				28 438	28 438
	Redevances Exercice				30 238	30 238
	TOTAL				58 676	58 676
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				30 238	30 238
	entre 1 et 5 ans				32 037	32 037
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				62 275	62 275
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans				60 200	60 200
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				60 200	60 200
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

Capital social

		31/01/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		3 080,00	15,3000	47 124,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		3 080,00	15,3000	47 124,00

Effectif moyen

		31/01/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		20	
	Professions intermédiaires		14	
	Employés		232	
	Ouvriers		29	
	TOTAL		296	

31/01/2021

PICAVET - LE DAIN
COMMISSAIRES
AUX
COMPTES
DUMPERIE

Etats financiers au 31/01/2021

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/01/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 327 670		5 322		925	1 332 066
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 327 670		5 322		925	1 332 066
CORPORELLES	Terrains	390 865					390 865
	Constructions sur sol propre	1 450 105					1 450 105
	sur sol d'autrui	317 313				15 524	301 790
	instal. agencement	11 125 756		339 426		138 120	11 327 063
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 010 957		216 495		71 864	3 155 588
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	70 325		68 960		64 780	74 505
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 102 528		97 826		17 475	1 182 879
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	42 249		110 998	42 249		110 998
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		17 510 099		833 705	42 249	307 762	17 993 792
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	6 504 478		31 754		10 557	6 525 676
	Autres titres immobilisés	1 087 830		8 262			1 096 092
	Prêts et autres immobilisations financières	677 764		3 604			681 368
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 270 072		43 621		10 557	8 303 136
TOTAL		27 107 840		882 647	42 249	319 244	27 628 994

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/01/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	189 913	5 448	525	194 835
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	189 913	5 448	525	194 835
CORPORELLES	Terrains	75 792	10 463		86 256
	Constructions sur sol propre	826 720	120 933		947 653
	sur sol d'autrui	223 715	12 660	2 019	234 355
	instal. agencement aménagement	8 781 985	432 458	82 241	9 132 202
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 585 267	371 713	68 080	1 888 900
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	54 632	9 973	71	64 535
	Matériel de bureau, mobilier	798 283	129 590	14 692	913 181
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		12 346 394	1 087 790	167 103	13 267 081
TOTAL		12 536 307	1 093 238	167 628	13 461 916

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre				1 239	9 302		(10 541)
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels		7 100		7 659	23 023		(23 582)
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport					388		(388)
Matériel de bureau, informatique, mobilier		441			17 298		(16 857)
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES		7 540		8 897	50 010		(51 368)
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL		7 540		8 897	50 010		(51 368)
TOTAL GENERAL NON VENTILE			7 540			58 908	(51 368)

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/01/2021
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	268 289	54 988	58 908	264 369
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES		268 289	54 988	58 908	264 369
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts	16 561			16 561
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres		113 000		9 000	104 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	129 561		9 000	120 561
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	149 729	114 871	149 729	114 871
	Sur comptes clients	599	9 232	599	9 232
	Autres		1 429		1 429
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	150 328	125 532	150 328	125 532
TOTAL GENERAL		548 178	180 520	218 236	510 462
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			125 532 54 988	159 328 58 908	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/01/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	819 983	819 983	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	681 368	681 368	
	Clients douteux ou litigieux	7 617	7 617	
	Autres créances clients	372 272	372 272	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 808	3 808	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	41 733	41 733	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	64 269	64 269	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	452 292	452 292	
	Débiteurs divers	2 041 401	2 041 401	
	Charges constatées d'avances	184 341	184 341	
TOTAL DES CREANCES		4 669 083	4 669 083	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) /				

		31/01/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	6 774 945	1 125 505	3 080 123	2 569 317
	Emprunts et dettes financières divers	203 962			203 962
	Fournisseurs et comptes rattachés	4 716 710	4 716 710		
	Personnel et comptes rattachés	1 403 038	1 403 038		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	607 059	607 059		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	41 764	41 764		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	437 620	437 620		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 817	7 817		
	Groupe et associés	2 501 118	2 501 118		
	Autres dettes	685 964	685 964		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		17 379 996	11 526 594	3 080 123	2 773 279
Emprunts souscrits en cours d'exercice		300 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 031 839			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

31/01/2021

Total des Produits à recevoir		1 086 792
Créances rattachées à des participations		3 379
27680000	Intérêts courus	3 379
AUTRES CREANCES		1 083 413
40981000	Avoirs sur achats à recevoir	49 479
40982000	Avoirs sur fgx à recevoir	24 662
40984000	Avoirs sur immob à recevoir	15 524
40985300	Rist. à recevoir direct.	10 102
40985600	Rist. à recevoir Centrale	890 453
43870000	Organismes sociaux - P.A.R.	14 598
43871000	Organismes sociaux - P.A.R. PREVOYA	15 564
43879000	Séc.Soc.indemnités à recevoir	6 569
43879500	Prevoyance .indemnités à recevoir	5 002
45580000	Associés c/c intérêts courus	3 316
46870000	Divers produits à recevoir	46 616
50880000	Int.courus s/oblig bons val.assim	1 333
51870000	Intérêts courus à recevoir	195

Charges à payer

31/01/2021

Total des Charges à payer		2 680 208
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		26 741
16884000	Int.cour.s/emprunt établ.crédit	26 741
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		36 441
40810000	Fnp Fournisseurs Rayons	36 441
Dettes fiscales et sociales		2 220 936
42820000	Dettes prov pour CP nouvelle périod	357 953
42821000	Dettes prov pour CP ancienne périod	223 153
42830000	Dettes provisionnées 13ème mois	36 004
42840000	Dettes provisionnées partic salarié	234 654
42861000	Intéressement à payer	305 726
42864000	Prime bilan au pers.à payer	241 600
42868000	Autres salaires à payer	2 228
42870100	Personnel - Activité Partielle	62
43820000	Ch. soc. s/C.P Nouv Période	97 429
43821000	Ch. soc. s/C.P Anc Période	68 795
43860100	Ch. soc. à payer / Primes Bilan	110 658
43860200	Ch. soc. à payer / 13e Mois	18 539
43860300	Ch. soc. à payer / Autres Salaires	47 643
43863000	Ch. soc a payer comité entreprise	3 473
43864000	Charges sociales à payer FPC	7 199
43864500	Ch. soc. à payer Eff Construction	32 234
43864800	Ch. soc. à payer Taxe Apprentissage	3 788
44862000	ETAT-CVAE	131 073
44862100	Etat - Ch à payer Taxes FONCIERES	23 193
44862200	Etat - Ch à payer C.F.E	5 325
44862300	Etat - Ch à payer T.V.T.S	493
44865000	Etat - Ch à payer C3S	103 112
44865100	Etat - Ch à payer Tascom	155 449
44866200	Etat - Ch à payer Taxe SOFIA Collec	2 277
44866300	Etat - Ch à payer SACEM	3 385
44866400	Etat - Ch à payer Taxe PUBLICITE	5 389
44868300	Etat - Ch à payer Taxe Bijouterie	101
Dettes fournisseurs d'immobilisation		6 884
40840000	Fourn. immo factures à recevoir	6 884
Autres dettes		385 715
46860000	Charges à payer	2 570
46860100	Charges à Payer - Etudes/Recherches	388
46860200	Charges à Payer - Publicité	143 226
46860400	Charges à Payer - Honoraires	7 675
46860500	Charges à Payer - Loyers/Charges Co	49 234
46860600	Charges à Payer - Maintenances/Répa	15 095
46860700	Charges à Payer - Electricité- Gaz	81 581
46860800	Charges à Payer - Cotisations	26 554
46860900	Charges à Payer - Assurances	908
46861100	Charges à Payer - Certégry	3 350
46861200	Charges à Payer - Affranchissements	205
46861300	Charges à Payer - Téléphone	370
46861500	Charges à Payer - Eau	14 816

Charges à payer

31/01/2021

46861700	Charges à Payer - Sous-Traitance	12 956	
46862000	Charges à Payer - CEGOS	10 760	
46862400	Charges à Payer - Frais Repas SCARM	6 503	
46862700	Divers - charges à payer Frais banc	8 948	
46865100	Charges à payer -redevances	575	

Produits constatés d'avance

31/01/2021

Produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance

31/01/2021

Charges constatées d'avances		184 341
Charges constatées d'avance - Exploitation		184 341
48600000	C.C.A - Achats	1 345
48605600	CCA crédit -bail mob mat. Autres	300
48610000	C.C.A - Achats	19 044
48610200	C.C.A - Locations Immobilières	13 000
48611200	C.C.A - Locations Matériels Autres	462
48612000	C.C.A - Sous - Traitance	10 021
48615000	C.C.A - Maintenances Matériels	10 630
48615100	C.C.A - Maintenance Informatique	21 210
48620200	C.C.A - Assurances Multirisques	15 790
48625000	CCA honoraires	2 613
48630000	CCA affichages permanents	42 262
48635000	C.C.A - Frais Postaux	1 798
48636000	C.C.A - Cotisations	4 115
48637000	CCA-Publication	23 041
48638000	CCA-Sponsoring	8 103
48639000	CCA - Petit matériel & fournitures	904
Charges constatées d'avance - Financières		
48660000	C.C.A - Frais Divers	9 704

Produits et Charges exceptionnels

31/01/2021

Total des produits exceptionnels		132 226
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		143
Dédits pénalités/achats ventes	143	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		73 175
Prod sur cessions d'immob corpor	57 651	
Prod sur cessions d immo corpo	15 524	
Reprises sur provisions et transferts de charges		58 908
Reprises prov amort dérogatoire	58 908	
Total des charges exceptionnelles		197 202
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		1 155
pénalités amendes fiscales&pénales	1 155	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		141 059
valeurs comptables immos incorporel	400	
valeurs comptables immos corpo	140 659	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		54 988
dot provisions amort dérogatoi	7 540	
Dot. amort. déroge frais parts Oisea	47 448	
Résultat exceptionnel		(64 976)

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	31/01/2021	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		3 330 849	671 083	2 659 766
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(299 630)	(117 408)	(182 222)
RESULTAT COMPTABLE		3 031 219	553 675	2 477 544

(1) après retraitements fiscaux.